



PUBLIE LE

26 OCT. 2023

VILLE DE ROUEN

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 16 OCTOBRE 2023

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

**33 AVENANT N° 3 A LA CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DU BAR-BRASSERIE
DU CENTRE SPORTIF GUY BOISSIERE****PRESENTS** : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire.

Mme Caroline DUTARTE, M. Jean-Michel BEREGOVVOY (représenté par Mme Fatima EL KHILI jusqu'à son arrivée en séance à 17 h 15), Mme Laura SLIMANI, M. Kader CHEKHEMANI, Mme Marie-Andrée MALLEVILLE, M. Manuel LABBE, Mme Fatima EL KHILI, M. Sileymane SOW (représenté par M. Valentin RASSE-LAMBRECQ jusqu'à son arrivée en séance à 17 h 45), Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY, M. Matthieu de MONTCHALIN, Mme Amèle MANSOURI, M. Frédéric MARCHAND (jusqu'à son départ de la séance à 17 h 25), Mme Sarah VAUZELLE, M. Nicolas ZULI (représenté par Mme Marie-Andrée MALLEVILLE jusqu'à son arrivée à 18 h 10), Adjointes au Maire,

Mme Hortense HECTOR, Mme Annie BOULON-FAHMY (représentée par Mme Christine de CINTRE après son départ de la séance à 18 h 30), Mme Elizabeth LABAYE, M. Mohamed BERBRA, M. Mamadou DIALLO, M. Yves SORET, Mme Françoise LESCONNEC, M. Pierre-Yves ROLLAND (représenté par M. Frédéric MARCHAND jusqu'à 17 h 25 et présent en séance à partir de 18 h), M. Christophe DUBOC, M. Cyrille MOREAU, M. Stéphane MARTOT, Mme Marie FOUQUET (représentée par Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY après son départ de la séance à 17 h 50), Mme Christine de CINTRE (représentée par Mme Annie BOULON-FAHMY pendant son absence de 17 h 15 à 18 h 16), M. Thibaut DROUET, Mme Zohra AMIMI, M. Nicolas L'FVARAY (représenté par M. Jean-Michel BEREGOVVOY à partir de 17 h 25), M. Valentin RASSE-LAMBRECQ, Mme Louisa MAMERI, M. Franque-Emmanuel COUPARD LA DROITTE (à partir de 17 h 47), M. Bruno DEVAUX (à partir de 19 h 05), Mme Hayet ZERGUI (à partir de 17 h 48), Mme Sophie CARPENTIER (représentée par Mme Hayet ZERGUI de 17 h 48 jusqu'à son arrivée en séance à 18 h 30), M. Pierre-Antoine SPRIMONT (à partir de 17 h 47), Mme Marine CARON (représentée par Mme Félicie RENON de 16 h 30 jusqu'à son arrivée en séance à 18 h 55), Mme Félicie RENON (à partir de 16 h 30), M. Jean-Pierre TREDET, Conseillers Municipaux.

REPRESENTES : M. Jean DE BEIR (représenté par M. Stéphane MARTOT), M. Kader FEHIM (représenté par M. Mamadou DIALLO), Mme Blandine DI FALCO (représentée par Mme Hortense HECTOR), Mme Claire GUEVILLE (représentée par M. Manuel LABBE), Mme Marie DESBORDES (représentée par Mme Caroline DUTARTE), Mme Chloé ARGENTIN (représentée par M. Jean-Pierre TREDET), Mme Marie ATINAULT (représentée par M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL), M. Abdelkrim MARCHANI (représenté par Mme Zohra AMIMI), Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU (représentée par M. Christophe DUBOC), M. Adrien NAIZET (représenté par M. Thibaut DROUET), Mme Enora CHOPARD (représentée par Mme Françoise LESCONNEC), M. Samuel de GENTIL-BAICHIS (représenté par Mme Laura SLIMANI).

ABSENTS : M. Guillaume CHAROULET, Mme Marie BERRUBE.

VILLE DE ROUEN
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 16 OCTOBRE 2023
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération du 21 décembre 2007, le Conseil Municipal a autorisé la signature d'une convention de mise à disposition du bar-brasserie du Centre Sportif Guy Boissière (C.S.G.B.) à la Société Anonyme à Objet Sportif Rouen Hockey Elite (R.H.E.) 76.

Cette convention est arrivée à échéance le 21 décembre 2022 et a été prolongée de 4 mois par un avenant n° 1 et de 4 mois par un avenant n° 2 afin de permettre la procédure de mise en concurrence pour l'occupation du bar-brasserie, situé sur le domaine public de la commune. L'avenant n° 2 a été approuvé par le Conseil Municipal du 15 mai 2023, et est arrivé à échéance le 22 août 2023.

De plus, la première procédure de mise en concurrence a été infructueuse.

Afin de préserver les intérêts économiques de la saison estivale et de mener à bien la finalisation de la deuxième procédure de mise en concurrence, il convient de prolonger d'une durée de 6 mois supplémentaires cette convention de mise à disposition, soit jusqu'au 22 février 2024. Les autres dispositions de la convention du 21 décembre 2007 restent inchangées.

J'ai donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous demander de bien vouloir approuver l'avenant n° 3 à la convention d'occupation du domaine public du bar-brasserie du Centre sportif Guy Boissière.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- Sur le rapport de Mme Sarah VAUZELLE, Adjointe,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants,
- La délibération du 21 décembre 2007 d'occupation du bar-brasserie du centre sportif Guy Boissière,
- La Délibération du 15 mai 2023 de prolongation d'occupation du bar-brasserie du centre sportif Guy Boissière,
- Le projet d'avenant n° 3 annexé.

CONSIDERANT :

- Que la convention initiale de mise à disposition du bar-brasserie du centre sportif Guy Boissière d'une durée de 15 ans et l'avenant n° 2 la prolongeant de 4 mois arrivent à échéance le 22 août 2023,
- Que la procédure de mise en concurrence pour la future occupation du domaine public du bar-brasserie a été infructueuse, nécessitant le lancement d'une seconde procédure et donc un délai supplémentaire pour la Ville,
- Que l'avenant n°3 a pour seul objet de prolonger une autorisation existante, nécessaire au dénouement, dans des conditions acceptables notamment d'un point de vue économique, des relations entre l'occupant et la Ville,
- Que les intérêts économiques de la reprise de la saison sportive doivent être préservés.

APRES EN AVOIR DELIBERE :

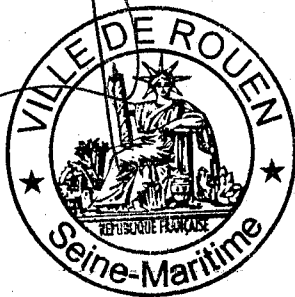
- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer l'avenant n° 3 à la convention d'occupation du bar-brasserie du Centre Sportif Guy Boissière prolongeant rétroactivement la durée de la convention de 6 mois à compter du 23 août au 23 février 2024.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait à Rouen, en l'Hôtel de Ville, les jour, mois et an susdits.

p. extrait conforme,
Le Maire de Rouen,

suivent les signatures,



M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421.1 du Code de justice administrative.

